

Recrutement et financement

Autor(en): **sl**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **71 (1983)**

Heft [8-9]

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276917>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DOSSIER

mes soit de formuler un projet professionnel précis, soit de renoncer à un tel projet en connaissance de cause.

Citant le professeur Marcel Bolle de Bal, de l'Université libre de Bruxelles, le rapport d'activités 1979/1981 de CORREF¹-Genève affirme que les stages de «retravail» ne doivent pas viser à imposer une idéologie du travail féminin et à créer des demandeuses d'emploi, mais doivent répondre à un désir ou à un besoin, en ouvrant une voie vers l'autonomie et la dignité.

Ni à CORREF ni ailleurs, le travail des femmes n'est présenté comme une obligation ou comme la panacée universelle; cependant, partout, l'accent est mis sur la nécessité de fournir aux femmes les moyens d'une approche réaliste du monde du travail, et une information concrète apte à dissiper l'ignorance et la crainte qui leur servent souvent d'alibi involontaire.

Les stages se déroulent sur une durée de 4 à 7 semaines. Ils occupent les stagiaires à

la demi-journée, ce qui les oblige à s'organiser (ménage, enfants, etc.) comme pour un emploi à mi-temps. Dans le Jura, l'idée de prendre le repas de midi en commun a suscité beaucoup de discussions, du fait des difficultés supplémentaires que cela impose à la mère de famille; elle a été finalement retenue, notamment parce que les stagiaires ont ainsi la possibilité de se rendre compte de l'impact réel du travail professionnel sur la vie de famille.

Il est impossible de donner ici le programme détaillé des différents stages, qui sont toujours conduits par des animatrices spécialement formées. Parmi les activités qui reviennent à peu près partout, il faut citer: l'apprentissage de la vie du groupe, la prise de conscience de ses capacités et de ses aspirations, l'éveil des mécanismes intellectuels (mémoire, concentration, logique, etc.), les exercices d'expression écrite et orale, la connaissance du monde du travail (législation, exposés sur des thèmes précis par des personnalités compétentes, techniques de recherche d'emploi, etc.), l'information sur les débouchés.

Les stages de Clés pour le travail (VD) se terminent par deux semaines en milieu professionnel. Dans tous les cantons, les efforts de la stagiaire pour trouver du travail sont appuyés par une orientation professionnelle personnelle à la fin du stage, et le plus souvent la stagiaire peut être suivie, si elle le désire, pour un temps plus ou moins long.

Les possibilités concrètes de «retravail» qui sont offertes aux stagiaires à l'issue de leur stage varient d'un canton à l'autre, en étroite relation avec la situation économique, les possibilités de formation existant dans la région et les mentalités. Par exemple, les stagiaires de CORREF-Genève se voient souvent offrir des postes intéressants; les employeurs commencent à comprendre qu'il ne s'agit pas d'une main-d'œuvre à bon marché, mais de travailleuses qualifiées et motivées.

Par contre, dans le canton du Jura, la situation semble être moins rose. Madame Marithé Mertenat, une des responsables du groupe «réinsertion professionnelle des femmes» fait remarquer que, pour entreprendre un recyclage dans un domaine autre que celui du bureau, de la vente ou du paramédical, il faut sortir du canton, ce qui constitue un handicap. Cependant, sur le nombre total des stagiaires jurassiennes, la moitié environ retravaillent, sont en recyclage ou s'y préparent sérieusement.

Dans le canton de Vaud, les statistiques de CORREF et de Clés pour le travail sont réjouissantes; on constate, entre les deux types de stages, une moyenne de 64% de femmes qui retravaillent.

En Valais, sur les 12 participantes au premier stage (il y en a eu deux jusqu'à maintenant) 4 retravaillent et 1 est en formation.

(1) CORREF: Centre d'Orientation, de Réinsertion professionnelle et de Rencontre pour les Femmes.

Il faut noter enfin que l'éventail des professions et des formations choisies reste en bonne partie «traditionnellement féminin»... mais il s'agit là d'un problème qui dépasse celui du retravail. — (sl)

Recrutement et financement

Il peut paraître paradoxal que des initiatives qui, visiblement, répondent à un besoin, se heurtent parfois à un problème de recrutement, le cas extrême étant celui de Bienne où un projet de groupe ORPER a dû être abandonné l'année dernière, faute de participantes. Mais il faut se rendre compte que ce besoin est souvent un besoin inconscient, et que le premier pas est difficile à faire.

D'autre part, la publicité, qui se fait surtout par la bouche à oreille et par le biais des associations féminines, n'arrive souvent pas à toucher les milieux où ce type de soutien s'avérerait le plus utile.

Dans les cantons de Neuchâtel et du Jura, c'est l'Université populaire qui assure le secrétariat respectivement des groupes ORPER et des stages de réinsertion professionnelle, ce qui permet une bonne diffusion de l'information. Mais il est bien évident que seules les personnes déjà motivées consultent le programme des cours. «Parfois, commente Mme Anne-Lise Jeannot, animatrice des groupes ORPER à La Chaux-de-Fonds, ce problème du recrutement nous pousse au découragement. Mais le *feed-back* des participantes est tellement positif que nous y puisons beaucoup d'énergie pour l'avenir».

Dans un canton comme le Valais, les conditions géographiques viennent augmenter les difficultés. Les stages ont lieu à Sion, où se trouve également la permanence de l'association Femmes-Rencontres-Travail. Une décentralisation de cette permanence à Sierre est envisagée. Cela ne résoudra pas pour autant le problème de la participation aux stages pour les femmes qui doivent se déplacer de leur village jusqu'à la capitale. Elles forment pourtant le gros du contingent des stagiaires et Mme Isabelle Dirren, l'animatrice, cite le cas d'une mère de cinq enfants, habitant dans un hameau perdu, qui a trouvé le moyen de ne pas manquer un seul jour.

Quant aux cantons de Vaud et de Genève, les groupes et stages semblent être entrés dans les mœurs, et les animatrices ne se plaignent pas de manquer de public, bien que l'effort d'information reste toujours nécessaire.

Un autre facteur dissuasif pourrait être constitué par le prix de l'inscription. Souvent les participantes potentielles aux groupes ou stages ne disposent que d'un petit salaire ou d'un argent de poche dérisoire en tant que ménagères. Il faut toutefois souligner que les tarifs varient dans des proportions importantes suivant la situation économique de la stagiaire.



Photo BIT

Au reste, les prix sont calculés au plus juste. A ORPER-Vaud, les responsables ont éprouvé le besoin d'informer les participantes sur le prix de revient des groupes (200 francs) afin de justifier les tarifs demandés (entre 80 et 240 francs). A Neuchâtel, la question des coûts est discutée lors d'une séance.

La plupart des groupements organisateurs sont confrontés à des problèmes financiers, malgré la modestie des salaires des responsables et les subventions diverses dont ils peuvent, dans certains cas, bénéficier. Dans le Jura, les stages sont partiellement financés par l'Université populaire, mais c'est une exception. En règle générale, les gestes de bonne volonté publics ou privés, que l'on observe ici ou là, restent insuffisants face à l'ampleur de la tâche. (sl)

Des cours

Nous avons vu que, pour l'instant, les Fribourgeoises sont les moins favorisées, parmi les Romandes, en matière de réinsertion. Cette situation va peut-être changer avec le démarrage d'un cours de réinsertion professionnelle organisé par l'Université populaire, et donné par deux orienteurs professionnels, qui aura lieu pour la première fois cet automne.

Le programme de ce cours, destiné non seulement aux femmes, mais à tout adulte se trouvant à un tournant de sa vie professionnelle, recoupe en grande partie celui des différents stages de « retravail », mais il est distribué sur un horaire beaucoup plus léger (huit séances de deux heures).

Mme Elisabeth Dreyer, une des deux personnes chargées de ce cours, espère qu'il permettra à un certain nombre de femmes fribourgeoises de faire preuve d'un dynamisme quelque peu assoupi dans le canton !

Il faut mentionner également, toujours dans l'optique de la réinsertion, les cours de motivation pour les chômeurs organisés par la ville de Bienne, et les cours de rattrapage scolaire, de mise à niveau et d'actualisation des connaissances (principalement français et maths) organisés, dans les cantons de Genève et Vaud, par l'association CORREF, dans le canton de Neuchâtel par la Formation des adultes de la ville de La Chaux-de-Fonds.

Quant aux possibilités de formation continue offertes par les clubs et associations privées, ainsi que par les associations professionnelles, il nous est impossible de les recenser ici. Rappelons, d'autre part, que les offices cantonaux d'orientation professionnelle peuvent donner tous les renseignements nécessaires sur les formations spécifiques dans des domaines déterminés (social, médical, etc.) qui sont ouvertes aux femmes désireuses de se recycler. (sl)

A lire :

Le temps d'après, par Geneviève Gendron, Gertrude Hiestand et Karin Stuebig, éd. d'En Bas, Lausanne, 1982.

TÉMOIGNAGES - TÉMOIGNAGES



Nadine (VS) : retrouver la confiance en soi

« J'ai suivi le stage de *Femmes- Rencontres-Travail* lors de sa première session, en 1981. C'était un peu le stage « test », puisque ça venait de commencer dans le Valais. » Nadine a 39 ans aujourd'hui. Avant de se marier, elle avait suivi une cours « rapide » de secrétariat et avait travaillé trois ans dans cette branche. Quand elle a décidé de s'inscrire au stage, cela faisait 15 ans qu'elle n'avait plus travaillé, car elle avait voulu se consacrer à l'éducation de ses trois filles.

« Quand elles ont eu 14, 15 et 16 ans, deux d'entre elles ont décidé de continuer leurs études. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de retravailler : un deuxième salaire devenait nécessaire pour leur permettre d'étudier plus longtemps. » Mais il y avait aussi d'autres raisons :

« J'ai pris le stage pour me remettre dans le circuit. Ce n'est pas si facile de reprendre une activité à 37 ans. Je me suis dit : il faut faire le pas avant 40 ans, après ce sera beaucoup plus difficile. Je n'avais pas envie non plus d'attendre que mes filles m'apportent leurs bébés pour me remettre à pouponner ! »

Nadine m'explique ce que lui a apporté le cours : « Avant tout, il m'a redonné confiance en moi. Quand on est mère de famille, on existe par, et pour les autres. Toujours « en fonction » des enfants, du mari. J'avais besoin de prendre un peu d'indépendance : le stage m'a appris à oser faire quelque chose en dehors de mon foyer. »

Cela étant dit, le stage ne fournit aucune formation concrète, et Nadine souhaiterait que les stagiaires puissent compléter leur démarche par des cours de recyclage permanent dans les différentes professions : « Dans mon domaine, par exemple, j'ai été étonnée de voir que je n'avais pas tellement perdu la main en dactylo. Mais tout le matériel de bureau a énormément changé en 15 ans, surtout avec l'informatique. »

Après le stage, Nadine avait l'intention de travailler à plein temps pendant une année, pour se remettre dans le bain. « J'ai fait au moins une vingtaine d'offres, mais les portes sont assez fermées pour des femmes dans ma situation. On préfère donner la place à des jeunes filles qui sortent des écoles commerciales, ou à des femmes qui sont vraiment dans le besoin (divorcées ou veuves) plutôt qu'à une femme pour qui ce serait un deuxième salaire... »

« J'ai fini par trouver, grâce à des connaissances, un remplacement de trois mois à plein temps. A la fin de cet emploi, je me suis rendu compte de toute la fatigue que j'avais accumulée. J'ai décidé alors de me chercher un travail à temps partiel, me rendant compte qu'avec un ménage de 5 personnes, même avec de grands enfants, ce n'était pas possible. »

Elle a alors trouvé son emploi actuel, qui consiste à trier le courrier, trois heures par jour, à la poste. « Je pourrais imaginer, bien sûr, un travail plus intéressant (Nadine aurait aimé travailler dans le social, mais elle n'as rien trouvé dans ce secteur). Mais j'ai commencé, en même temps, du travail bénévole : j'y ai le sentiment d'être utile à d'autres, tout en gagnant de l'argent à côté. Je crois avoir trouvé comme ça un certain équilibre... »

Quant à l'organisation de la vie familiale, Nadine conclut : « Quand je travaillais à plein temps, mon mari et mes filles m'ont énormément aidée pour les travaux ménagers. Maintenant que je suis plus à la maison, le travail me revient peu à peu... Je suis de nouveau là pour le faire ! » (cc)

Marie-JO (FR) : se battre chaque jour

A vingt ans, Marie-Jo pouvait travailler comme employée de commerce à un bon niveau puisqu'elle avait en poche une maturité commerciale. C'est ce qu'elle fait durant 8 ans, en Suisse alémanique d'abord, puis en Suisse romande, restant en moyenne 2 ans à chaque poste pour s'apercevoir qu'on ne confie pas les mandats importants à une jeune femme qui, de toute façon, etc.

Marie-Jo se marie en effet en 1968, prend encore quelques mandats temporaires (jusqu'aux gants blancs), tape des thèses en électricité à l'EPUL, interrompt son activité deux mois avant la naissance de son premier enfant. Pour deux ans. « J'avais besoin de souffler, d'arrêter de lutter un certain temps. »

Pendant ces dix ans, elle écrit pour essayer de s'expliquer à elle-même le malaise qu'elle ressent, le hiatus évident entre ce qu'elle pourrait donner et ce qu'on exige d'elle, femme d'ingénieur, mère de famille. Elle ne peut accepter d'être seulement « conforme ». Un jour, son mari la quitte : il a déjà refait sa vie, elle ne s'en doutait pas. Elle doit retravailler ; de toute façon, elle était moralement prête à le faire et, de plus, elle a suffisamment d'expérience pro-